

Sommaire :

Editorial

Du malthusianisme éducatif

Quand le désenchantement précède le grand soir...

L'affaire Erika et les aberrations judiciaires

Prochaines activités royalistes

Quand la France tombe de Charybde en Scylla...

Face à la crise, vive l'épargne !

De leur politique de caniveau...

Les français se sont donc exprimés le 22 Avril 2012, consacrant de leur parcelle de souveraineté les quelques candidats à la plus haute magistrature française. De ce premier tour électoral, l'on retiendra évidemment en tout premier lieu le vide abyssal des idées, l'impertinence affligeante des thèses développées et l'incroyable recrudescence de promesses démagogiques, avalées béatement par un peuple français politiquement perdu. Les quelques « débats politiques » se sont donc souvent résumés à des confrontations de personnes et non d'idées, les plus viles bassesses et les calomnies ayant particulièrement perlé ces semaines de campagne.

Face à cette impertinence politique, le vote contestataire et la faible abstention semblaient inéluctables et prévisibles, quoi qu'en disent les socialo-jornaleux. Caractéristiques de l'actuel malaise populaire, ces deux phénomènes auraient dû faire réagir la caste politicarde républicaine, remettre en cause l'abandon politique français. Au lieu de ça, seules les insultes et quolibets pleuvent sur ces millions d'électeurs, accusés de « xénophobie pétainiste ».... Affligeant.

Et il y a fort à parier, au vu de l'arrivisme quasi-patenté des deux finalistes, que cette colère populaire, cette légitime contestation n'ira qu'en grandissant jusqu'aux prochaines échéances électorales. Faut-il se réjouir ? Evidemment non. Ce potentiel raz de marée de colère n'est à l'évidence pas bonne conseillère politique, et ses conséquences peuvent être véritablement terribles, comme l'on a pu le voir en Grèce ou plus récemment sur l'Île de la Réunion.

Voilà l'occasion pour les royalistes de faire entendre leur voix : face à l'apolitisme actuel, cette affligeante « *politique de caniveau* » indigne de notre Nation, osons militer et présenter à ces millions de français abandonnés par la république la pertinence de la pensée royaliste au XXI^e Siècle, les solutions royalistes à la crise systémique. Ne laissons pas la France s'embourber dans les méandres de la colère et de la haine : unissons les français autour du Roi, et redonnons à notre Nation un véritable gouvernement, soucieux de l'équité sociale, garant de l'équilibre moral et des libertés nécessaires à l'épanouissement du peuple français.

Du malthusianisme éducatif

Si la soif d'égalité sociale a longtemps été le véritable moteur de la rhétorique politicienne, son pendant économique l'a aujourd'hui remplacé dans la majorité des esprits français. Crise oblige, le paradigme égalitaire a donc subtilement changé, l'actuelle envie des français se portant bien plus sur la richesse des autres que sur leur statut social. Ce changement de paradigme, complexe et loin d'être un épiphénomène, s'accompagne notamment d'une certaine indifférence face au recul de l'égalité sociale, et à l'égalité éducative en tout premier lieu.



Un récent rapport d'observations de la Cour des Comptes vient d'ailleurs de dénoncer les criantes inégalités, économiques comme sociales, au sein même du système scolaire français.

Remuant le couteau dans la plaie ouverte par les précédentes études, PISA notamment, ce rapport souligne le manque total de cohérence dans la redistribution des ressources : par exemple, l'Etat a déboursé, en 2010, 47% de plus pour former un élève parisien qu'un élève de Créteil ou de Versailles et 51 % de plus que pour un élève niçois...

Mais ce qui marque le plus, c'est le relatif désintéressement politique sur ce thème pourtant crucial. Ainsi, pendant l'affligeante campagne électorale de ces derniers mois, peu de candidats revinrent sur les actuels errements pédagogiques et financiers de l'Education Nationale : seuls les thèmes de la sécurité et du nombre d'emploi furent abordés quelques instants.

Quid de la liberté d'enseignement, de l'odieux nivellement par le bas des programmes éducatifs, du rejet quasi-généralisé de toute notion de « *culture générale* », du développement de l'alternance et de l'apprentissage, ou tout simplement de la juste répartition des moyens pour une saine instruction des jeunes générations ?

Ces questions, si importantes qu'elles puissent paraître, seront comme d'habitude reléguées aux oubliettes de la politique française, l'épanouissement intellectuel n'étant guère plus une priorité pour nos gouvernants depuis bien des années.

Pourtant, l'actuelle crise systémique doit interpeller les français sur la réelle pertinence de notre système éducatif : en catalysant cette éducation à deux vitesses, en entretenant ces nombreuses inégalités entre les français en posant notre système éducatif comme le relais de leur malthusianisme social, nos politiciens ont posé le choix du Malthusianisme éducatif, symbolisé par Prost en 1968 comme « *la prolifération de bacheliers qui ne trouveraient pas un emploi digne de leur ambition.* ». Ou pas d'emploi tout court, devrait on préciser aujourd'hui.

Quand le désenchantement précède le grand soir... par Paul de Millières

Encore quelques jours et selon les règles de la constitution de la Vème République, les Français s'infligeront le choix d'un nouveau chef de l'Etat. Raymond Aubrac, qui nous a quitté il y a si peu de jours, déplorait ce fonctionnement des institutions. Pourtant plusieurs candidats, pour se faire voir, assistèrent à l'hommage national qui lui fut rendu. Résistant sous l'occupation, M. Aubrac manifesta jusqu'à la fin de sa vie son esprit de résistance même si certains sans s'en rendre compte font mine de l'admirer tout en faisant œuvre de ce qu'il était jadis commun d'appeler la collaboration.



Il n'est pas question ici de ressasser l'aberration de l'élection qui va avoir lieu tant elle est l'expression la plus anti-démocratique de la République par son filtre oligarchique des parrainages, son coût scandaleusement élevé, surtout en temps de crise, sa manipulation des masses par les médias acquis d'avance à leur nouveau phénix, l'évitement systématique des vrais problèmes comme un aveu criant de l'impuissance des politiques de faire quoi que ce soit pour le bien commun tant tout semble soumis à des réalités économiques.

Encore quelques jours donc et les Français, ivres de joie, d'espérance et enfin sûrs que leurs malheurs sont bientôt finis, en déposant leur bulletin dans l'urne vont en faire sortir le deux ex machina qui résoudra tous leurs problèmes. Qui croit à cela ? Qui ose encore y croire ?

Nos compatriotes savent bien que quel que soit le vainqueur rien ne changera vraiment. Cet état de fait n'est pas dû au manque de génie, de talent ou de compétence des différents impétrants mais bel et bien aux institutions elles-mêmes.

Il semble étrange que personne ne s'étonne qu'un individu puisse prétendre avoir en lui, *in se* et *per se* les qualités nécessaires pour répondre aux attentes de soixante millions de ses compatriotes. Même si nous ne sommes plus dans un âge de morale et de bon sens, cet orgueil démesuré, ce narcissisme illusoire, cet ego écrasant semble admis par tous et même nécessaire pour obtenir la victoire. L'un des candidats, atteint d'une poussée aiguë de fausse modestie s'est voulu prétendre un futur président « normal » et le voilà fustigé par les publicistes et autres commentateurs autorisés.

Pourtant, on sent bien, de *Bretagne en Provence* que finalement personne n'en n'a vraiment envie de cette élection. Personne pourtant, à part ceux qui proposent une sixième république ne sauraient rien proposer pour réenchanter le rêve français. Contrairement à l'élection précédente, il semblerait que les Français aient la gueule de bois avant même que les résultats ne soient tombés.

Peut-être, et nous l'espérons, qu'à l'occasion de ce fiasco annoncé les Français prendront-ils conscience que le fait de choisir leur chef de l'Etat n'est pas une garantie de la démocratie et qu'en se déchargeant de cette responsabilité, diluée en quarante millions de suffrages, ils pourraient bien davantage peser sur des élections législatives auxquelles seraient rendues leur dignité pourvu qu'au sommet de l'Etat il demandent enfin que siège un véritable arbitre au dessus des partis et des passions des hommes.

L'affaire Erika et les aberrations judiciaires

Il est des catastrophes écologiques qui marquent particulièrement les esprits, et le naufrage de l'Erika et ses 31 000 tonnes de fioul à la fin décembre 1999 est de ceux-ci. Des plages du Finistère à celles de Charente Maritime, en passant par Groix et Belle Île, plus de 400 kilomètres de côtes furent souillées d'hydrocarbures et d'oiseaux mazoutés (dont 150 000 Guillemots de Troil), renvoyant aux bretons les douloureux souvenirs du naufrage de l'Amoco Cadix quelques vingt ans plus tôt.



Poursuivi pour pollution maritime et condamné par le Tribunal Correctionnel de Paris à verser 192 millions d'euros de dommages et intérêts le 16 Janvier 2008, le Groupe Total n'a eu dès lors de cesse de vouloir casser cette condamnation et fit donc appel quelques temps plus tard, le 25 Janvier 2008. C'est dans ce cadre qu'il y a quelques jours, l'avocat général de la cour d'appel de Rennes vient de réclamer l'annulation de l'ensemble de la procédure judiciaire, estimant que cette affaire ne relevait pas de la juridiction française.

Si la colère des parties civiles semble légitime face à l'incroyable demande de l'avocat général, la raison qui motive cette demande est encore bien plus critiquable, car parfaitement légale. En effet, se basant sur le droit international de la mer défini notamment par la Convention de Montego Bay de 1982, l'Erika se situait hors de la Zone Economique Exclusive française (jusqu'à 200 miles des côtes) où la souveraineté de la France prime, et les dramatiques conséquences qui suivirent son naufrage ne dépendent effectivement plus de la juridiction française, mais du pavillon maltais que battait l'Erika. Sans compter l'argument

de la prééminence du droit maritime international sur le droit français en matière de préjudice écologique...

De l'avis d'un grand nombre de spécialistes, l'excessive liberté des zones de Haute Mer, héritée de la pensée de Grotius (1583-1645), constituait un véritable « *trou dans la raquette* », d'où la multiplication des conventions internationales pour élever la réglementation, notamment au niveau de la pêche. Aujourd'hui, ce « *trou dans la raquette* » revêt une dimension particulièrement dramatique : parce que les lois ne reconnaissent pas le pays ayant subi le préjudice comme prééminent en cas de procédure judiciaire, ce même pays devra subir les conséquences des catastrophes engendrées par les déballastages et dégazages sauvages sans pouvoir initier aucune réaction judiciaire...

Cette aberration a déjà été remise en cause en France, notamment dans la Proposition de Loi de décembre 2000 qui visait à renforcer les sanctions infligées aux navires pollueurs ; il y était déjà mentionné l'impunité des dégazages en Haute Mer, les navires l'exécutant souvent sous les drapeaux de complaisance d'un pays laxiste en la matière, Chypre et Malte étant allègrement cités. En 2000, près de la moitié de la flotte mondiale avaient recours aux pavillons de libre immatriculation, dits "*de complaisance*"...

Cette incroyable impunité doit être vivement combattue, et les solutions ne manquent pas : pourquoi ne pas conclure, à l'instar des Etats Unis, des accords bilatéraux avec un certain nombre d'Etats, à commencer par les plus complaisants comme Chypre et Malte, pour pouvoir poursuivre les navires en haute mer ? Mais ces accords nécessitent une réelle volonté politique, principe aussi étranger à nos gouvernements que la finesse à un pilier de bar...

Prochaines activités royalistes...

Samedi 5 Mai 2012 à 20 h
à Pontivy (56)

Cercle d'études sur les élections présidentielles

le 5 Mai 2012 à 20 h à Pontivy

Depuis quelques semaines, l'élection présidentielle française occupe la totalité de l'espace médiatique, déversant chaque jour son lot d'inepties et de promesses démagogiques. Cette pitrerie quinquennale, loin d'être l'aboutissement démocratique que se plaisent à dépeindre les politiciens actuels, ressemble plutôt à une odieuse valse d'ego où l'intérêt personnel primerait sur le Bien Commun, où l'intérêt de notre pays serait une donnée sur laquelle les candidats pourraient allègrement s'asseoir.

Renseignements : franceroyale@live.fr ou 06 69 59 40 19



Hommage à Sainte Jeanne d'Arc

Le Dimanche 13 Mai à 9 h 45 devant l'église Saint Donatien

A l'occasion de la fête de Sainte Jeanne d'Arc, le Centre Pierre Juhel et l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire invitent tous les français à honorer avec eux la Sainte Protectrice de la France.

Renseignements : urbvm@hotmail.fr

L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : urbvm@hotmail.fr

Contact Vendée : jrap@wanadoo.fr

Contact Nantes : urbvm@hotmail.fr

Contact Ille et Vilaine : urbvm35@hotmail.fr

Contact Morbihan : franceroyale@live.fr

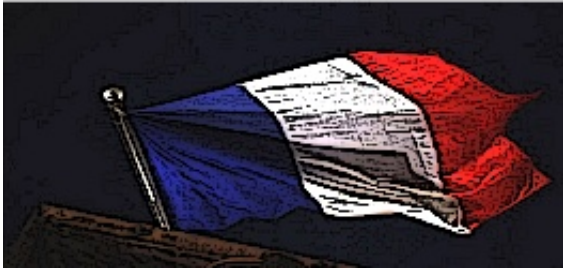
Contact Côtes d'Armor : michel.docq@wanadoo.fr

Contact Finistère : urbvm@hotmail.fr qui fera suivre au responsable

Rejoignez nous !

Quand la France tombe de Charybde en Scylla...

Par de nombreuses fois, l'Histoire nous a enseigné qu'un gouvernement qui méprise tout notion de bon sens économique, de courage politique et d'intégrité intellectuelle n'est voué qu'aux échecs cuisants ou, pire, à finir comme commandant malheureux d'un navire national qu'il aurait fièrement mené sur l'iceberg de l'irréparable.



La gestion de la crise économique de 1929 en France est à ce propos exemplaire : les nombreuses gesticulations législatives des années 30, des gouvernements Chautemps à Blum, n'ont eu aucune incidence notable sur le tumulte financier que devait traverser la France. Pire, parce que l'instabilité politique induit inéluctablement une incohérence économique, ces réformes avaient engendré une dangereuse « *stagflation* » économique, sorte de double couperet reposant sur une croissance économique faible ou nulle et une forte inflation, induisant inéluctablement de terribles conséquences sur le niveau de vie des classes populaires.

Si l'Histoire a pour principe premier de ne jamais sortir deux fois le même couvert, son étude, si méprisée aujourd'hui, nous donne pourtant les clés de la réussite, posant les bases d'une saine réflexion pour faire face à chaque crise. Mieux, elle nous apprend à ne pas tomber *de Charybde en Scylla*, à ne pas éviter un danger en s'exposant à un autre, bien pire encore...

Or, notre actuelle situation économique, ce gouffre monumental que les candidats républicains n'osent sérieusement affronter, laisse entrevoir le spectre dévastateur de la « *stagflation* ». Bien sûr, l'actuelle crise systémique semble bien différente de celle de 1929, notamment par l'évolution économique (systèmes monétaires et financiers)

et géopolitique des dernières décennies. Mais c'est l'inaction et l'impertinence gouvernementale de la France des années 1930, cette absence sidérale de courage politique qui doit servir de contre-exemple : la France a besoin d'un gouvernement qui sache mener une véritable politique, tenir la barre du navire, même quand la tempête fait rage et que l'opinion et les populistes se déchaînent.

Mais ce constat doit inévitablement soulever une question plus profonde : la république, parce qu'elle repose sur cette « *dictature de l'opinion* », parce qu'elle s'appuie sur la manipulation de la faveur populaire, peut elle aujourd'hui faire preuve de ce nécessaire courage politique ? Seul l'avenir nous le dira. Mais l'actuel vide abyssal des programmes économiques des candidats, souligné par de nombreux médias internationaux comme *The Economist*, ne laisse guère de place à un quelconque espoir pour les mois à venir...

Pour sortir de la crise de 1930, de nombreuses politiques telles que le keynésianisme ou le malthusianisme économique furent étreintes et n'auront réussi qu'à démontrer leur impuissance crasse. Seule la politique de l'offre, c'est-à-dire un allègement des impôts sur les acteurs de l'économie (entreprise et travailleurs) avait porté quelques fruits et laissé respirer quelques temps les pays développés, même si elle ne fut évidemment pas la solution miracle escomptée par les libéraux. Aujourd'hui, l'Etat républicain semble opter pour l'extrême inverse, l'œil rivé sur cette manne que représente l'épargne française. Taxer, prélever et ôter aux particuliers cette richesse pour rembourser les dettes d'un Etat impénitent, voilà leur axe de conduite.

Combien de temps cette folie durera t'elle ? Tant que l'épargne des français tiendra. Mais dans cette frénésie taxatrice, il y a fort à parier qu'en évitant ainsi de s'attaquer aux nœuds de l'actuelle crise systémique, nos politiciens ne font que tomber de Charybde en Scylla... en lançant consciemment le navire français vers l'incontournable mur de la dette.

Face à la crise, vive l'épargne !

Ah ces inénarrables français ! Imprévisibles et incontrôlables, ils viennent d'ébranler le petit microcosme financier en préférant épargner au lieu de consommer, placer leur argent au lieu de se laisser bercer par les douces mélodies consuméristes. 16.8 % de taux d'épargne selon l'Insee, +0.7 points par rapport à 2010, même niveau que depuis l'année « noire » de 1983 : les français jouent la carte de la prudence économique, et on les comprend...



Et cette prudence, qui s'inspire d'un légitime désir de sécurité économique, confirme sa réputation de bonne conseillère. En ces temps d'instabilité financière, de déliquescence même de notre capital que les néo-libéraux actuels s'évertuent à disperser aux quatre vents, l'épargne, qu'elle soit à court (Livret A) ou à long terme (Assurance Vie), doit redevenir cet « acte de foi, justification morale du capitalisme » comme disait Bainville.

Effort de privation, d'abnégation, de sacrifice pour un proche ou lointain avenir, c'est ainsi que l'épargne a toujours moralement justifié le capitalisme : *« celui qui ne consomme pas tout ce qu'il a gagné pense aux autres au lieu de penser à lui-même. Il pense à ses enfants, à ses successeurs. Il pense, sans le savoir, à tout le monde. Il n'y a eu de civilisation qu'à partir du jour où des hommes, au lieu de manger tout le gibier de leur chasse et de se gaver, ont fumé ou salé de la viande, ce qui a permis à la tribu de se livrer à d'autres travaux »* écrivait Bainville dans la Valeur de l'épargne en 1925.

Pourtant, tout le Gotha politique s'émeut de cette épargne flamboyante, s'alarmant de cet évident manque à gagner et fustigeant cette prudence populaire qu'ils exècrent, bien au chaud dans leur petit fauteuil en cuir. Même si elle permet en tant que garantie à l'Etat Français d'emprunter à moins de 3% sur les marchés, la perspective d'une telle manne (11 000 milliards d'euros selon Marc Fiorentino, président d'Euroland Finance) injectée dans les rouages de la Finance suffit largement à susciter leur envie...

Et ce n'est pas faute d'essayer ! Souvenez-vous : en 2011, l'actuel président de la république a voulu s'appuyer sur les placements français pour « soulager » la dette de l'Etat Providence français : augmentation de 19% des impositions sur les plus-values mobilières, augmentation d'1 % des taxes sur les plus-values immobilières (29.1 % actuellement) et surtout, augmentation d'1 % des taxes sur les revenus des placements et épargnes (30 % actuellement). Et l'on connaît malheureusement la lamentable inefficacité de cette mesure qui n'aura eu comme seule conséquence que de faire migrer les épargnes vers des placements certes moins lucratifs, mais moins taxés.

Et le pire est sans aucun doute à venir. Election présidentielle oblige, le gouvernement gèle momentanément les hausses de taxes et autres mesures impopulaires. Mais ce n'est évidemment que momentanément : si le candidat socialiste annonce clairement la couleur, c'est que les autres n'ont pas le courage de le faire. Mais au fond, tous voient dans cette colossale épargne française la salutaire bouée pour sauver leur modèle économique, le miracle idéal pour préserver cette actuelle chrématistique commerciale dangereuse.

Face à la crise, vive l'épargne ! (suite)

Caractéristique des périodes de crise économique, cet attrait politique pour la taxation de l'épargne française mène tout droit à la catastrophe. Comme le disait Jacques Bainville dans son article Cela ne durera pas toujours, en 1933 : « Ce qui ne se conçoit pas, c'est un système alimenté par la richesse individuelle et qui, au lieu de l'entretenir, s'applique à l'épuiser. Toutes les lois existantes, celles que l'on vote et celles que l'on votera encore, ont un résultat qui commence à devenir palpable. Le capital fond aux mains des particuliers par les prélèvements du fisc et il ne peut plus se reconstituer, et quand il se reconstitue, que dans une mesure insuffisante. »

En voulant taxer à outrance les épargnes françaises, les politiciens tiennent à pallier leur incompetence crasse en faisant repartir une volatile croissance économique.

Chimère évidente : ils ne réussiront qu'à tarir cet effort moral que constitue l'épargne, taillant la branche sur laquelle la France est assise. La France, face à l'actuelle crise systémique, trouve un réconfort certain en sa capacité d'épargne, reconstituant avec patience ce que la frénésie consumériste a détruit. A nous, royalistes et hommes de bon sens, de protéger ce magnifique effort de privation qui permettra assurément à notre pays de se relever et de pouvoir envisager l'avenir plus sereinement.

« *Il faut admirer et saluer bien bas cet instinct de l'épargne qui reconstitue à chaque minute avec patience ce que chaque minute détruit.* »

Jacques Bainville, Valeur de l'épargne, 1925

Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- **Envoyez ce journal à vos amis** : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse (urbvm@hotmail.fr) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- **Imprimez ce journal et le laissez en évidence dans les endroits publics** : Un peu plus coûteux, mais qu'est que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- **Partagez le sur les réseaux sociaux** : on ne rappellera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- **Amis webmasters, ce journal est vôtre** : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !